



L'échec programmé du plan « silence contre nourriture »

Où va le gouvernement de Salam Fayyad ?

Par [Julien Salingue](#)

Mondialisation.ca, 03 juin 2008

[Le blog de Julien Salingue](#) 3 juin 2008

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Loi et Justice](#), [Militarisation](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)



Il y a un an, suite à l'échec de la tentative de coup d'Etat conduite à Gaza par le député du Fatah Mohammad Dahlan, le Président palestinien Abu Mazen décrétait l'état d'urgence et nommait, en lieu et place du gouvernement dominé par le Hamas, un nouveau cabinet dirigé par Salam Fayyad. **La liste de ce dernier n'avait pourtant obtenu que 2 sièges sur 132 lors des élections législatives de janvier 2006.** Mais Fayyad, ancien haut fonctionnaire à la Banque Mondiale et au Fonds Monétaire International, était le Premier Ministre voulu par les Etats-Unis et l'Union Européenne. Le chantage aux aides financières, suspendues depuis l'élection du Hamas, a eu raison des timides réserves d'Abu Mazen quant à ce « choix ». Fayyad est donc entré en fonction à la mi-juin 2007 et a entrepris de conduire une série de réformes dans les territoires palestiniens de Cisjordanie. Un an plus tard, il est assez aisé de comprendre quel est le rôle qui a été assigné à Fayyad : **désarmer la résistance et déplacer le centre de gravité de la question palestinienne du politique vers l'économique, en normalisant les relations avec Israël.** Il s'agit d'imposer ce que j'appelle un plan « silence contre nourriture », dont l'objectif est de stabiliser les territoires de Cisjordanie en tentant d'améliorer sensiblement les conditions de vie d'une partie de la population sans pour autant satisfaire les revendications nationales des Palestiniens.

« Imposer la loi et l'ordre » et... désarmer la résistance

Telle est l'une des deux priorités affichées par le gouvernement de Salam Fayyad : le « retour de la sécurité » dans les territoires palestiniens. Elle se décline en quatre points :

- Une réforme des services de sécurité, avec notamment le départ en retraite et le remplacement de plusieurs de leurs responsables par des individus réputés proches des Etats-Unis (tel Hazem Atallah, nommé responsable des forces de Police en Cisjordanie, à la place de Kamal Sheikh, membre du Fatah mais jugé trop conciliant à l'égard du Hamas).
- Un renforcement de ces services, qui passe par la formation, dans des camps d'entraînement en Jordanie, de centaines de nouvelles recrues.
- De spectaculaires opérations de « rétablissement de l'ordre », impliquant un nombre élevé de policiers et militaires, notamment à Naplouse et à Jénine.
- La multiplication des arrestations de membres ou de sympathisants du Hamas.

C'est l'articulation de ces quatre points qui donne toute sa cohérence à la politique « sécuritaire » d'Abu Mazen et Salam Fayyad. La plupart des nouveaux responsables (nationaux et locaux) des services de sécurité n'ont pas de passé de dirigeant dans les groupes armés du Fatah ou de l'OLP. **Ce sont des « professionnels de la sécurité », particulièrement zélés, qui ne s'encombrent guère de considérations politiques.** De même, selon les informations que j'ai pu recueillir, les nouvelles recrues entraînées en Jordanie et impliquées dans les opérations de Naplouse et Jénine ont été choisies prioritairement parmi les couches les plus pauvres, les moins éduquées et les moins politisées de la population palestinienne, pas parmi les militants du Fatah. **Ils sont plus enclins à obéir aux ordres, y compris lorsqu'il s'agit de désarmer les membres du Hamas, du Jihad ou des Brigades al-Aqsa, issues du Fatah, avec qui ils n'ont pas de passé militant commun.**

L'Autorité Palestinienne a su exploiter la situation de chaos sécuritaire qui régnait dans certaines villes de Cisjordanie depuis le démantèlement par Israël des forces de sécurité palestiniennes au cours des années 2002-2003. A Naplouse et Jénine, les bandes armées s'étaient multipliées, qui rançonnaient les commerçants, volaient des voitures ou offraient leurs services à qui avait besoin de mercenaires pour effectuer telle ou telle basse besogne. L'AP a affirmé que c'était uniquement pour mettre fin à cette situation chaotique que les opérations de « rétablissement de l'ordre » étaient menées. Le déploiement massif de centaines d'hommes armés a effectivement mis un terme aux activités des gangs.

Mais le désarmement des derniers groupes de résistants, second objectif de ces opérations coordonnées avec Israël et des conseillers états-uniens, n'est pas allé sans entraîner une série d'incidents : à Naplouse comme à Jénine, de violents affrontements ont opposé forces de sécurité et militants de Brigades al-Aqsa ou du Jihad. Il y a eu des blessés, des morts, y compris parmi les passants qui ont essuyé les tirs de jeunes recrues visiblement mal entraînées par les Jordaniens. Le gouverneur de Naplouse, en charge de la supervision de l'opération, a même été pris pour cible par des tireurs lors d'une visite au camp de Balata.



Special to the Chronicle / David Blomfield

Ces incidents marquent cependant d'après moi la fin de la période, ouverte en octobre 2000, de résistance armée en Cisjordanie.

Ils sont en effet le dernier signe de refus, par les combattants eux-mêmes, de la politique de désarmement initiée par l'AP, qui a conduit plusieurs centaines de membres des Brigades al-Aqsa (dont 250 pour le seul district de Naplouse) à publiquement renoncer à la lutte armée en échange d'une amnistie de la part d'Israël, et des centaines de membres du Hamas à déposer les armes sous la pression des forces de sécurité ¹. Il est difficile d'obtenir des estimations fiables pour l'ensemble de l'année qui vient de s'écouler, tant les chiffres varient selon les sources, mais on peut cependant établir que ce sont près de 200 membres ou sympathisants du Hamas qui ont été interpellés par l'AP au cours des deux derniers mois.

Il est en outre important de signaler ici qu'il y a eu relativement peu d'incidents armés au cours de ces interpellations, contrairement à ce qui s'est passé avec le Jihad et les Brigades, **ce qui semble confirmer que le Hamas a décidé d'éviter un affrontement avec l'AP en Cisjordanie et une inutile bataille pour des « zones autonomes » en réalité contrôlées par Israël.**

« Relancer l'économie palestinienne » et... normaliser l'occupation

Les questions économiques sont le cœur de la politique de Salam Fayyad, ce qui n'a rien d'étonnant lorsque l'on connaît son Curriculum Vitae. L'une de étapes essentielles de l'année qui vient de s'écouler a été la conférence des pays donateurs, à Paris, en décembre dernier. Le gouvernement de Ramallah y a présenté un rapport de 58 pages, intitulé « Construire un Etat palestinien » ², dans lequel il exposait dans le détail la politique qu'il comptait mettre en œuvre au cours des années 2008-2010 et pour laquelle il sollicitait des aides financières « exceptionnelles ». **La plus grande partie du rapport est consacrée aux questions économiques et fiscales ; le document est même sous-titré « Vers la paix et la prospérité ».** Salam Fayyad et Abu Mazen ont visiblement convaincu les pays donateurs puisque ces derniers ont promis quelques 7.7 milliards de dollars alors que l'AP n'en demandait « que » 5.6. Soit une rallonge de... 37.5%.

Les bailleurs de fonds ont donc été séduits par le programme élaboré par l'ancien dirigeant de la Banque Mondiale : réduire le déficit public en baissant le nombre de fonctionnaires, en gelant les salaires et en lançant une vaste campagne de recouvrement des dettes de la population, ouvrir l'économie palestinienne aux investissements étrangers ou encore faire du secteur privé le moteur de la croissance. Les questions sécuritaires ne sont pas absentes du rapport : **Fayyad propose de maintenir la part du budget des**

forces de sécurité à plus d'1/3 du budget de l'AP. On apprend ainsi dans le document que pour l'année 2008 le programme « Transformation et Réforme du Secteur de la Sécurité » a un budget qui équivaut à la somme des programmes « Accès à l'Education » et « Amélioration de la Qualité des Services de Santé » 3.

Autant de propositions qui seront familières à ceux qui ont étudié les Plans d'Ajustement Structurel concoctés, pour les pays d'Afrique Subsaharienne au cours des années 80 et 90, par les Institutions de Bretton-Woods (FMI et Banque Mondiale).

Autre élément remarquable du document : **dans l'avant-propos de Salam Fayyad comme dans la conclusion du rapport il n'est nullement écrit que la fin de l'occupation est une condition nécessaire pour le succès des projets défendus.** On y parle seulement « [d'] étapes à franchir rapidement dans l'esprit des points d'accord trouvés à Annapolis » 4 et du fait que « le régime d'occupation » ne doit pas demeurer au « statu quo » 5.

En d'autres termes lors de la Conférence de Paris comme lors de ses nombreuses déclarations quant au « Plan de Réforme et de Développement pour 2008-2010 », Salam Fayyad envisage, **sous le régime d'occupation militaire**, une série de réformes et de projets censés changer les conditions économiques et sociales dans les territoires palestiniens et les conduire vers la paix et la prospérité. **C'est ce qu'il convient d'appeler la normalisation de l'occupation et des relations avec l'occupant**, a fortiori lorsque plusieurs de ces projets (Tourisme, Zones Industrielles, notamment à Jénine, à l'ombre du Mur) sont envisagés comme portés conjointement par l'AP et par Israël.



Une nouvelle étape de cette orientation économique résolument tournée vers les recettes néo-libérales et la normalisation a été franchie lors de la Palestinian Investment Conference (PIC), organisée à Béthléem à la fin du mois de mai 6. Initiée par le secteur privé palestinien et largement soutenue par l'AP, avec entre autres la présence d'Abbas et de Fayyad, la PIC a été l'occasion pour plus de 1000 représentants ou dirigeants de groupes privés, dont la moitié venus de l'étranger, de formaliser des projets d'investissements dans les territoires palestiniens. Environ 1.5 milliards de dollars ont ainsi été « promis », pour la plus grande fierté des organisateurs de la Conférence.

La PIC s'est elle aussi déroulée sous le signe de la normalisation. Il y avait ces

panneaux, à l'entrée de Béthléem, ville palestinienne : « *L'Administration Civile Israélienne et les Forces de Défense Israéliennes [l'armée] souhaitent la bienvenue aux participants à la Conférence* ». Symbolique, diront certains, mais néanmoins lourd de sens : on souhaite la bienvenue chez soi, pas chez les autres... Il y avait aussi la présence de représentants du secteur privé israélien et les discussions autour de projets économiques israélo-palestiniens ou israélo-arabes intégrant l'occupation militaire comme un simple paramètre. **Il y avait enfin cette idée omniprésente et martelée par les intervenants et les organisateurs : le problème des Palestiniens est avant tout d'ordre économique.** La seule exigence portée vis-à-vis d'Israël était d'alléger le bouclage des villes palestiniennes pour faciliter le transport des marchandises.

Un plan « silence contre nourriture »... voué à l'échec

Les conditions fixées pour l'obtention des aides économiques, que ce soient celles des investisseurs étrangers ou celles des pays donateurs, **desquels Fayyad n'est rien d'autre que le représentant sur le champ politique palestinien**, sont donc très claires : un « retour à l'ordre » qui passe par la fin de la résistance armée et une **normalisation de plus en plus forte des relations avec l'occupant israélien**. La direction de l'AP, pour qui le soutien des pays étrangers est une question de survie politique, n'a pas protesté. Pour la population, les choses sont plus complexes.

Les habitants des territoires palestiniens de Cisjordanie, éprouvés par l'étranglement militaire et l'asphyxie économique, désillusionnés par une « Intifada » militarisée qui s'est soldée par une défaite, une violente répression et des milliers de morts ou d'arrestations, et souvent excédés par la multiplication des gangs, qui ont profité du chaos ambiant pour développer des activités de type mafieux, ne se sont pas collectivement soulevés contre la politique menée par le Cabinet Fayyad.

L'équipe au pouvoir n'est pas pour autant populaire, loin de là. Les enquêtes d'opinion indiquent que le gouvernement de Ramallah est moins populaire en Cisjordanie que le gouvernement d'Ismaïl Haniyah 7. En outre certaines des mesures de Salam Fayyad ont été largement contestées, comme l'obligation de recouvrement des dettes pour l'obtention d'un quelconque papier administratif 8 ou le gel des salaires des fonctionnaires. Dans le premier cas, la mesure a dû être retirée. Dans le second, un fort mouvement de grève a contraint le gouvernement à ouvrir des négociations, tout en essayant de sanctionner les grévistes 9.

Mais il serait très exagéré de dire que la population de Cisjordanie est au bord de l'insurrection contre le Cabinet Fayyad. Ce dernier aurait plus à craindre d'une partie de l'appareil du Fatah, qui ne digère toujours pas d'avoir été écarté d'un gouvernement qui ne compte en définitive qu'un seul Ministre issu du parti d'Abu Mazen (en attendant un probable remaniement). **La population a d'autres préoccupations, pas forcément moins matérielles mais beaucoup plus urgentes** : l'inflation (le prix de la farine et du riz ont doublé en un an), le chômage, la difficulté à cumuler emploi salarié et études pour de nombreux jeunes...

C'est pourquoi tandis que certains affirment que le gouvernement ne changera rien à leurs conditions de vie, d'autres, qui n'ont aucune illusion quant aux effets sur le long terme de la politique de Fayyad, et qui n'attendent rien de lui quant aux négociations avec Israël, sont néanmoins dans une position d'attente vis-à-vis de celui dont le nom rime avec « retour des aides internationales » et qui promet de créer des emplois et d'alléger le blocus. Une vision

très utilitariste, en somme, d'un gouvernement qui a été mis en place au moment où, du fait de la suspension des aides, la crise économique avait atteint un niveau inconnu jusqu'alors.

La situation est donc très en réalité très instable: **la survie politique de Fayyad passe par une amélioration significative des conditions de vie de la population de Cisjordanie qui n'aura, dans le cas contraire, d'autre solution que de se soulever à nouveau.** Tel est le fragile ressort du plan « silence contre nourriture ». On comprend mieux l'insistance, vis-à-vis d'Israël, de Tony Blair, superviseur en chef du plan, quant à l'allègement des restrictions sur la liberté de circulation. **Si une partie significative des barrages n'est pas levée, il n'y aura pas de relance, même minime, de l'économie, et l'édifice s'effondrera.**

On peut également se projeter sur le moyen terme et, sans vouloir jouer les Cassandre, émettre des pronostics plutôt réservés quant aux chances de succès du plan Blair-Fayyad. **Les forces de sécurité sont de plus en plus critiquées** : si elles ont fait fuir les bandes armées, pour le plus grand soulagement des habitants, elles ont un comportement souvent très hostile vis-à-vis de la population, que ce soit au quotidien ou lors d'événements comme la PIC à Béthléem 10 ; un rapport critiquant sévèrement les conditions d'interrogatoire et de détention dans les prisons palestiniennes vient d'être remis à Abbas 11 ; la coordination des services palestiniens avec leurs homologues israéliens est largement condamnée, d'autant plus que l'armée israélienne poursuit ses opérations.

La population sait que le plan de sécurité de Jénine prévoit un « contrôle conjoint » de la ville de minuit à 6 heures du matin 12. La population sait que le 28 mai dernier, tandis qu'une réunion de coordination avec le Général Noam Tibon, commandant en chef des Forces armées israéliennes en Cisjordanie et le Général Yoav Mordechai, responsable de l'Administration Civile Israélienne, avait lieu dans les bâtiments de l'AP à Ramallah, l'armée israélienne bombardait la bande de Gaza et tuait deux Palestiniens.

Autant d'éléments et d'événements qui ne laissent pas préjuger d'un avenir serein dans les relations entre les Palestiniens et « leurs » forces de sécurité, lesquelles sont pourtant l'un des piliers essentiels de la politique d'Abu Mazen et Fayyad.

On peut également émettre de sérieux doutes quant aux promesses d'une relance de l'économie palestinienne et d'une croissance soutenue qui bénéficierait à l'ensemble de la population. **Le principe de la soumission toujours plus forte aux « règles » du capitalisme néo-libéral d'une économie déstructurée par soixante années d'occupation et dépendante d'Israël peut laisser sceptique**, surtout si l'on garde en mémoire le bilan désastreux des Plans d'Ajustement Structurel, qui prônaient le même type de « réformes ». Loin d'élever le niveau de vie des populations, ils l'ont souvent fait, sur le moyen terme, chuter, et ont en outre favorisé le développement de phénomènes que l'on connaît déjà bien dans les territoires palestiniens : le clientélisme et la corruption.

Que ce soit sur le plan sécuritaire ou sur le plan économique, Israël n'a en outre pas fait montre d'une volonté de coopération réelle avec Fayyad et Abu Mazen : les incursions à répétition dans les villes dont la gestion a théoriquement été confiée à l'AP décrédibilisent un peu plus les forces de sécurité, de même que les arrestations de combattants « amnistiés » et sous la responsabilité de l'AP. Les promesses d'allègement du bouclage se sont quant à elles jusqu'à présent traduites, d'après l'ONU, par une augmentation du nombre de checkpoints et barrages 13...



Conclusion

Au-delà de ces réserves à court et moyen terme, un obstacle majeur demeure, qui est la principale faiblesse du plan « silence contre nourriture » : **la colonisation et les saisies de terre se poursuivent à un rythme effréné et aucune perspective de satisfaction des droits nationaux du peuple palestinien ne se dessine.** Qui plus est le point aveugle du plan est la bande de Gaza, à moins de considérer qu'elle ne fasse plus partie des territoires palestiniens. Qui peut sérieusement penser que les conséquences catastrophiques du siège imposé aux 1.5 millions de Gazaouis ne sont pas déjà les causes des explosions de demain ?

La neutralisation des gangs et la reprise des aides internationales ont permis à Fayyad et son gouvernement de rester en place dans un calme relatif. Mais la fragilité de l'édifice construit, les limites apparentes du plan Blair-Fayyad et ses faiblesses structurelles sont annonciatrices de déconvenues majeures pour quiconque pense que les Palestiniens vont renoncer à leurs revendications nationales. La phase actuelle est transitoire et chacun sait ici, dans une société qui compte 50% de moins de 15 ans, que ce ne sont pas des promesses de lendemain qui chantent et quelques milliers d'uniformes palestiniens qui empêcheront une nouvelle génération, qui n'aura rien à perdre, de se soulever à son tour.

Notes

1. Voir par exemple mon interview d'un responsable de la Sécurité Préventive à Jénine sur <http://juliensalingue.over-blog.com/article-19569861.html>
2. Palestinian Reform and Development Plan (PRDP), téléchargeable sur <http://www.plomission.us/PRDPFinal.pdf>
3. PRDP, pp.35-36
4. PRDP p.3
5. PRDP p. 31
6. Voir mes deux articles à propos de la PIC sur <http://juliensalingue.over-blog.com/article-19809222.html>, <http://juliensalingue.over-blog.com/article-19208206.html>
7. Voir par exemple l'enquête du Palestinian Center for Policy and Survey Research sur

<http://www.pcpsr.org/>

8. Voir mon article « Comment le Premier Ministre palestinien a voulu contraindre une population exsangue à « payer ses dettes » » sur <http://juliensalingue.over-blog.com/article-19361939.html>

9. Voir, entre autres, <http://www.maannews.net/en/index.php?opr=ShowDetails&ID=28635>

10. Voir mon article « Ils sont en train de vendre ce qui reste de la Palestine » sur <http://juliensalingue.over-blog.com/article-19809222.html>

11. Voir à ce sujet <http://www.maannews.net/en/index.php?opr=ShowDetails&ID=29521>

12. Voir <http://www.haaretz.com/hasen/spages/983279.html>

13. Voir le rapport sur <http://ochaonline2.un.org/Default.aspx?tabid=9000>

14. Selon les dernières données du Palestinian Central Bureau of Statistics (PCBS), disponibles sur <http://www.pcbs.gov.ps>

La source originale de cet article est [Le blog de Julien Salingue](#)

Copyright © [Julien Salingue](#), [Le blog de Julien Salingue](#), 2008

Articles Par : [Julien Salingue](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca